

Le partenariat public-privé dans la nouvelle politique économique : quelle efficacité ?

L'évaluation, une pratique à développer

**Abdelmajid
Iraqui**

Consultant
(imafog@iam.net.ma)

Certains termes revêtent, dans le sens commun, des connotations négatives, voire agressives. Dans l'entreprise, c'est l'audit ou le contrôle de gestion. Dans l'administration, l'évaluation est chargée d'un contenu sémantique particulier. Evaluer, n'est-ce pas donner un avis tranché, un jugement définitif, une notation irréversible ? N'est-ce pas formuler un jugement qui ne peut être que manichéen, dichotomique ?

Théoriquement, une évaluation ne peut être que dynamique, en ce sens qu'elle ne sert pas à sanctionner l'action mais à l'accompagner pour en « rectifier le tir » et s'inscrit de ce fait dans un processus continu.

L'évaluation est une démarche consistant, à partir de données qualitatives et quantitatives, à juger les moyens utilisés et les résultats obtenus en regard des objectifs poursuivis et des besoins auxquels répondent les programmes et les activités. C'est un examen périodique, impartial et objectif d'un programme ou d'une politique ayant pour but d'établir, à la lumière des circonstances, dans quelle mesure ses objectifs, sa conception et ses résultats, tant prévus qu'imprévus, sont satisfaisants. Evaluer une politique économique, c'est mesurer la part qui lui revient dans la variation d'une situation dans laquelle elle a été escomptée exercer une influence et la part imputable à des facteurs extérieurs à cette politique. Evaluer une politique publique, c'est reconnaître et mesurer ses effets propres (Deleau, 1986). La faible capitalisation dont dispose notre pays en matière d'évaluation, d'autre part, nous pousse à un minimum de modestie scientifique.

A notre connaissance, les premiers travaux ont porté sur l'expérience de la marocanisation (El Aoufi, 1990). Vers la même période, de nombreux écrits ont été réalisés par la Banque mondiale, relatifs à la politique économique, industrielle et budgétaire de l'Etat en liaison avec la crise de la dette.

En 1993, un important séminaire organisé par l'Association des économistes marocains avait eu pour thème le bilan du P.A.S. Les contributions des universitaires, des experts et des opérateurs publics et privés avaient fait l'objet d'une publication. L'OCDE avait également publié une

étude sur le bilan du P.A.S. au Maroc. Vers la même période, Akesbi (1993) avait publié un ouvrage portant sur l'évaluation des réformes fiscales commencées en 1984. Plus récemment, un ouvrage traitant de l'évaluation de la politique publique de l'emploi a vu le jour (Bouharrou, 2001). Autrement dit, la pratique de l'évaluation est encore peu courante, ce qui nous incite à la plus grande modestie et à adopter une démarche objective et prudente, en cherchant à comprendre et à analyser en tenant compte du manque de recul.

Cette contribution ne cherche pas à dresser un bilan de la politique économique mais à focaliser l'intérêt sur une nouvelle forme de stratégie suivie par le Maroc, à savoir le partenariat public-privé et la contractualisation. Pour cela, nous exposerons dans une première partie les modalités de ce partenariat à travers deux instruments qui sont le plan quinquennal et les contrats-programmes. Dans une seconde partie, nous présenterons les performances économiques au niveau global, sectoriel et au niveau de la compétitivité.

I. Le partenariat public-privé

L'idée d'un partenariat public-privé fait d'abord penser à un mode de financement associant les capitaux publics aux capitaux privés. Dans ce genre de projet, l'Etat apporte, en général, ce qui relève de l'infrastructure, du foncier et des dépenses d'études et de lancement, le privé apportant l'outillage et la gestion. Mais il fait également penser à une redistribution des rôles, à un rééquilibrage du poids de chaque acteur, le secteur public étant jugé trop « présent » dans l'économie.

L'acception qui prévaut actuellement tendrait à confier au secteur privé le rôle de locomotive de la croissance et de l'investissement, le secteur public se contentant d'accompagner et de créer le cadre favorable à cette action. Le mode d'élaboration du plan reflète ce type d'approche.

A. Le plan 2000-2004

La préparation du plan 2000-2004 a fait l'objet d'une profonde concertation entre les opérateurs économiques et l'administration au sein de commissions dont plusieurs étaient présidées par des représentants du secteur privé. Cette modalité a été décrite dans un éditorial du *Temps du Maroc* sous le titre : « Le partenariat entre pouvoirs publics et secteur privé. »

« Les contacts engagés entre le gouvernement et la Confédération générale des entreprises du Maroc dans le cadre de la préparation du Plan quinquennal privilégient le dialogue et la concertation et préparent à une nouvelle perception de l'entreprise et à une conception novatrice de son double rôle de créatrice de richesses et de génératrice d'emplois. Les pouvoirs publics sont déterminés à trouver des solutions consensuelles aux problèmes qui se posent à l'entreprise et à son environnement. De son côté, l'entreprise se veut être de plus en plus citoyenne en recherchant un partenariat privilégié »

avec l'Etat pour promouvoir un développement concerté et en s'impliquant dans les aspects les plus divers de la vie sociale. C'est donc dans cette logique que s'inscrivent désormais les rapports entre les pouvoirs publics et le secteur privé qui, ensemble, visent la prospérité économique et le bien-être social. Cette relation organique, entre développement de l'entreprise, croissance économique et progrès social, le Premier ministre et ses interlocuteurs de la Confédération générale des entreprises du Maroc l'avaient évoquée dès avril 1998 en soulignant son importance en termes de partenariat. Un partenariat appelé à se développer à mesure que prennent forme les défis qu'elle aura à relever. Les Orientations Royales qui concernent l'entreprise dans ses relations avec le gouvernement, d'une part, et le rôle de ces deux partenaires dans la réalisation d'une croissance durable, d'autre part, sont une source d'inspiration pour la planification qui doit s'adapter aux exigences de notre développement.

« Pour le secteur privé, il s'agit d'apporter un engagement qui constitue une réponse positive, directe et réaliste à des problèmes pratiques qui se posent tant au niveau des différents secteurs de l'économie nationale qu'au niveau des régions qui sont appelées à être de véritables pôles de développement. Il faut souligner que la déclaration de politique générale du Premier ministre devant le Parlement a fourni les garanties d'une amélioration de l'environnement de l'entreprise. »

B. Les contrats-programmes

Le thème des contrats-programmes, tel qu'expliqué par les associations professionnelles concernées, a trait aux préoccupations relatives au développement stratégique sectoriel. L'idée est de rechercher les voies et moyens susceptibles de dynamiser l'économie et de contribuer à l'épanouissement des secteurs productifs en vue d'en faire des vecteurs de croissance et de création de valeur ajoutée. Les différents secteurs d'activité se sont livrés à un exercice de diagnostic, qui a fait ressortir les points forts et des handicaps précis qui ont été identifiés. En fonction des secteurs, les différentes analyses font apparaître divers facteurs de blocage pouvant être inhérents aux ressources naturelles, aux ressources humaines, aux infrastructures, au mode de financement, à la technologie, aux capacités installées ou au contexte réglementaire.

L'approche des contrats-programmes est de lever ces contraintes afin de permettre aux secteurs productifs de libérer leur potentiel et de renouer avec une croissance forte et durable. Les contrats-programmes représentent une nouvelle forme de partenariat, basée sur l'idée que la performance est globale et qu'elle est la résultante d'un consensus public-privé.

Les secteurs concernés sont le tourisme, le bâtiment et les travaux publics, le secteur pétrolier, les nouvelles technologies de l'information et le textile-habillement. Au niveau horizontal, on citera la Charte de la P.M.E.

Le tourisme

Le contrat programme du secteur touristique a été signé le 12 janvier 2001 en présence du Souverain, démontrant ainsi l'engagement politique majeur de l'Etat. Il repose sur la conviction que le Maroc peut prétendre accueillir 10 millions de touristes en 2010. Pour les concepteurs de ce programme, l'Etat, en partenariat avec le secteur privé, pourra décider d'ériger la nouvelle politique du développement touristique en priorité nationale, imposer un pilotage planifié et coordonné avec une stratégie cohérente. Le plan mis en œuvre a retenu l'opportunité de développer de nouvelles stations balnéaires. Au niveau du foncier, il est prévu de mettre à la disposition des promoteurs des terrains appropriés. D'autres mesures concernent le financement, les taux d'intérêts et la possibilité d'utiliser un fonds de rénovation à un taux bonifié. Le contrat-programme prévoit également des mesures fiscales et des mesures touchant à la stratégie de promotion du secteur. L'accord d'application de la convention-cadre traçant la vision stratégique du secteur a été entérinée en octobre 2001 à Agadir. Il se traduirait par la création de 600 000 emplois et un impact de 2 à 3 points sur la croissance du PIB par an. Les investissements nécessaires pour accompagner cette nouvelle politique touristique sont estimés à 30 milliards de dirhams. Ce montant est réparti entre la création et/ou l'extension d'infrastructures-aménagements hors site de nouvelles stations balnéaires, l'assainissement et la distribution d'eau et d'électricité, les infrastructures de communication (15 milliards de dirhams), autant pour le développement de nouvelles stations balnéaires, fer de lance de la stratégie-produit. Par ailleurs, la réalisation de 80 000 nouvelles chambres, les infrastructures d'animation et de loisirs et la mise en adéquation des capacités de transport aérien sont prévues. En janvier 2002, à l'occasion des Deuxièmes assises du tourisme, les opérateurs comme le Ministère ont estimé que le bilan était satisfaisant et que la visibilité s'améliorait progressivement. « Les études en matière de sites balnéaires sont planifiées, les problèmes sont résolus sur les volets foncier et juridique et les appels d'offres seront lancés. »

Le bâtiment et les travaux publics

Le secteur du BTP dépend dans ses activités à plus de 75 % des investissements publics, et les entraves à son développement tiennent, selon les professionnels, à l'absence d'une politique de sauvegarde et de promotion de l'entreprise nationale. Le contrat-programme du secteur lie la relance de l'emploi et de l'investissement dans le secteur à des mesures que peut prendre l'Etat. Les professionnels proposent les mesures suivantes :

- accorder la préférence aux entreprises nationales (marchés, gestion déléguée) ;
- assurer le respect des engagements en matière de paiements et procéder à l'apurement immédiat des arriérés dus aux entreprises ;

Le partenariat public-privé dans la nouvelle politique économique : quelle efficacité ?

- lutter contre le secteur informel, notamment en imposant le recours aux entreprises organisées pour la réalisation des programmes agréés de logement social ;
- assurer la vigilance quant au respect de la transparence et de la libre concurrence lors de la passation des marchés publics, et également ceux passés par les délégations de services publics.

En contre-partie, le secteur s'engage à concrétiser ses potentialités en matière de création d'emplois, sachant que :

- la construction d'un logement de 100 m² permet de créer 5 emplois directs et indirects pendant un an ;
- l'aménagement de 360 mille hectares irrigués et la réhabilitation de 390 mille hectares vont créer 90 mille emplois pendant la période d'exécution et 270 mille emplois permanents.

Le secteur pétrolier

Ce secteur a élaboré un projet de contrat-programme dans lequel les entreprises du secteur se déclarent prêtes à contracter un certain nombre d'engagements parmi lesquels :

- des investissements de l'ordre de 3,5 milliards de dirhams sur les trois prochaines années ;
- le respect de la qualité et des spécifications réglementaires ;
- le respect de l'éthique commerciale ;
- la promotion d'une formation adéquate et continue aux professionnels ;
- le règlement des problèmes commerciaux avec les exploitants et les gérants des stations-services, etc.

Quant aux engagements du ministère du tutelle, ils devront porter sur :

- l'actualisation des textes réglementaires ;
- la revalorisation des marges de distribution ;
- l'apurement des arriérés de TVA due aux importateurs ;

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication

Le secrétariat d'Etat aux Postes et aux Technologies de l'Information, en optant pour une démarche concertée avec les représentants du secteur des technologies de l'information et de la communication, a élaboré un accord-cadre intitulé « Les technologies de l'information : une stratégie, un enjeu et un défi » pour la période 2001-2005 en y intégrant les objectifs et orientations du Plan de développement économique et social 2000-2004, ainsi que les principales recommandations des représentants des secteurs. Les parties se fixent comme objectifs le développement d'une industrie nationale des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans une vision volontariste qui, en 2005, grâce à une démarche concertée entre les opérateurs privés et le gouvernement, réalisera plus de 50 milliards de dirhams de chiffre d'affaires et générera plus de 100 000 emplois.

Plusieurs actions seront déclenchées et toucheront :

- le développement des ressources humaines ;
- la promotion des technologies de l'information comme outil primordial pour l'entreprise, l'administration et les particuliers ;
- le soutien à l'innovation, à la création d'entreprise et au développement de P.M.E. technologiques ;
- la libéralisation du secteur de l'audiovisuel ;
- la mise en place d'un fonds de développement du secteur ;
- la création d'un centre des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour l'entreprise ;
- le développement des infrastructures de télécommunications ;
- des incitations fiscales ;
- la mise à niveau de l'environnement réglementaire et législatif ;
- les actions d'ordre institutionnel et de suivi.

Le textile-habillement

Les professionnels du textile-habillement ont élaboré un projet de stratégie de développement du secteur sur cinq ans, qu'ils ont décliné sous forme d'un contrat-programme présenté au Premier ministre le 4 août 1999. Par ce contrat-programme, les professionnels du textile-habillement ont souhaité faire partager leur vision de la croissance et de la compétitivité de cette industrie. Ainsi à l'horizon 2005-2006, la concrétisation de ce projet devrait permettre non seulement de sauvegarder 200 000 emplois existants mais, également, d'en créer 125 000 nouveaux. De même, il est prévu que les exportations du secteur atteignent le "chiffre record" de 50 milliards de dirhams, soit un doublement des réalisations actuelles. Ce résultat ne pourra être atteint que par des programmes d'investissement intensifs et par l'amélioration significative de la valeur ajoutée. Dans le cadre de cette stratégie, les professionnels prennent des engagements importants dans les domaines de la création d'emplois, la formation-apprentissage, l'alphabétisation fonctionnelle, le développement du partenariat industriel et de la promotion du produit Maroc dans différents marchés-cibles.

Les principales mesures préconisées dans le contrat-programme se présentent comme suit :

- disponibilité de zones industrielles bien équipées à des tarifs préférentiels ;
- disponibilité de parcs industriels en location ;
- révision de la patente et de la taxe urbaine ;
- octroi d'une prime de 20 % sur les équipements pour le développement de l'amont (filature, tissage-ennoblissement) ;
- mise en place d'un fonds d'investissement textile-habillement ;
- défiscalisation de l'énergie électrique pour les exportateurs en application du régime du draw-back ;
- réduction de 50 % sur l'IGR et les charges sociales pour l'embauche des jeunes diplômés pendant 5 ans ;

Le partenariat public-privé dans la nouvelle politique économique : quelle efficacité ?

- réduction du taux de cotisation patronale à la CNSS à 12 % pour les salaires inférieurs à 2 500 Dh par mois ;
- exonération de l'IS pendant 10 ans au lieu de 5 ans ;
- extension de l'exonération aux exportateurs indirects (filiales amont) ;
- ajustement de la parité du dirham par rapport à l'euro (bien que la remontée de l'euro en juillet 2002 limite cette mesure).

La charte de la P.M.E.

Du fait du rôle économique et social de la P.M.E. qui peut être érigée en instrument de développement régional, les pouvoirs publics ont adopté le 31 mai 2001 en Conseil des ministres la charte de la P.M.E. Par l'adoption de cette charte, l'Etat entend favoriser la mise en place d'un cadre institutionnel de promotion de la P.M.E. basé sur des structures et des mécanismes de concertation et de dialogue avec les instances représentatives de la P.M.E. Dans ce sens, il est prévu la création de l'Agence pour la Promotion de la P.M.E. En outre seront reconnues d'utilité publique par l'Etat les associations œuvrant, au niveau local, régional ou national pour la création et le développement des P.M.E., en leur offrant l'assistance technique nécessaire pour l'utilisation des nouvelles technologies ou en leur facilitant l'accès au financement. L'Etat accordera, par le biais d'un fonds de promotion des P.M.E. à créer, des aides budgétaires aux P.M.E. en prenant en charge une partie des dépenses afférentes aux prestations suivantes :

- services d'information, de formation, d'amélioration de la qualité, de promotion de la recherche-développement et d'innovation ;
- aménagement par les promoteurs, dans le cadre d'une convention à signer avec l'Etat, de terrains et de locaux professionnels destinés aux P.M.E., à la création des pépinières d'entreprises et aux parcs technologiques devant accueillir les P.M.E. innovantes.

D'autres mesures sont prévues par la charte de la P.M.E. comme l'encouragement des groupements d'entreprises à accéder aux marchés publics et extérieurs et la création de fonds de garantie ou de cautionnement mutuel pour faciliter l'accès des P.M.E. au financement.

Certains économistes se sont interrogés sur le fait de savoir si cette nouvelle génération de partenariat ne constituait pas des subventions sous forme d'allègement fiscal ou de bonification.

De leur côté, les opérateurs économiques estiment que « l'Etat a le devoir de défendre le tissu productif » (CGEM, 2002).

Toujours est-il que l'économie doit désormais s'analyser comme la résultante de l'action conjuguée des pouvoirs publics et des opérateurs privés. La croissance découle d'un effort d'investissement mais également de la prise en charge d'une partie du « compte d'exploitation » de l'entreprise sous forme d'allègement des coûts des facteurs (fiscalité, charges sociales, énergie, intérêts...).

II. L'évaluation des résultats

A. Au niveau de la croissance

Tableau 1
Taux de croissance

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Plan 2000-2004
PIB	6,6	12,2	- 2,2	7,7	0,0	0,9	6,5	5
PIB hors agriculture	2,3	3,6	3,2	4,4	3,3	3,6	3,9	4

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

Tableau 2
Structure du PIB (en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Agriculture et pêche	11,6	18,3	13,8	16,4	13,6	11,3
Secteur secondaire	30,7	28,7	31,0	29,4	30,2	30,7
Commerce et services	57,7	53	55,2	54,2	56,1	57,9

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

Tableau 3
Epargne et investissement (en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Plan 2000-2004
Taux d'investissement	21,4	19,4	20,7	22	24,3	25	23,6	28
Taux d'épargne	16,8	18,9	19,7	20,9	22,1	21,9	22,5	27

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

Tableau 4
Taux de croissance de l'industrie

	1997	1998	1999	2000	Plan 2000-2004
Industrie manufacturière	3,4	2,1	2,7	3,5	4,6
Industrie agro-alimentaire	- 2,6	7,2	- 0,6	9,2	4,3
Industrie du textile et du cuir	3,4	1,3	0,6	- 3,2	5,8
Industrie chimique et parachimique	6,6	0,3	3,6	- 21,9	2,6
Industrie mécanique et métallurgique	3,2	2,3	4,9	- 2,3	7,8
Industrie électrique et électronique	7,7	4,6	14,4	5,3	8,5

Source : Ministère de l'Economie et des Finances, DPEG.

La croissance du PIB reste marquée par l'élément agricole. On notera néanmoins que la croissance moyenne du PIB hors agriculture a été de 3,7 % pour les années 1998 à 2000, contre 3 % pour les années précédentes.

Pour l'année 2000, les contre-performances enregistrées au niveau de l'agriculture n'ont pas provoqué un ralentissement de la croissance du PIB non agricole par rapport à 1999. Cette tendance, si elle se poursuivait, pourrait traduire une moindre dépendance de l'économie par rapport aux aléas climatiques. L'objectif de 5 % fixé dans le plan 2000-2004 n'est toutefois pas atteint, il doit rester une préoccupation pour les décideurs politiques et les opérateurs économiques.

Dans une étude publiée récemment (février 2002), la direction de la Politique économique générale (ministère de l'Economie et des Finances) a analysé l'évolution de la « notation » du Maroc par rapport à un échantillon de pays émergents.

La « note » globale attribuée au Maroc demeure quasi stable et se caractérise par un certain nombre d'éléments. La stabilité de la qualité de la croissance sur toute la période, en dépit de la succession de deux années de sécheresse et du renchérissement de la facture pétrolière, montre que la croissance économique au Maroc devient moins tributaire du secteur agricole grâce au dynamisme d'autres secteurs d'activité.

Malgré un environnement économique difficile, l'équilibre macro-économique a pu être préservé : l'inflation est maîtrisée, et le déficit budgétaire s'est maintenu autour de 3 %, bien que l'Etat ait pris en charge un certain nombre d'opérations exceptionnelles (lutte contre les effets de sécheresse, compensation de la hausse des cours pétroliers...).

Le solde du compte courant serait excédentaire au terme de l'année 2001, en lien avec l'ouverture du capital de Maroc Telecom et la poursuite du dynamisme des transferts des Marocains résidant à l'étranger stimulés par le réajustement du panier de cotation du dirham et l'introduction de l'euro fiduciaire. Malgré les effets des événements du 11 septembre qui se sont traduits par une sensible baisse des arrivées de touristes étrangers, les recettes touristiques devraient représenter en 2001 l'équivalent de 6,9 points du PIB contre 6,1 points en 2000. Les flux commerciaux avec l'étranger ont quasiment stagné en liaison avec l'affaiblissement de la demande intérieure, le léger recul de la facture pétrolière et le ralentissement de la demande mondiale adressée au Maroc. Le déficit commercial global devrait s'alléger de 3,3 % entre 2000 et 2001. Par ailleurs, les réserves extérieures restent confortables, couvrant plus de onze mois d'importations de biens et services. Cependant, l'accès au crédit reste difficile particulièrement pour les P.M.E. : le secteur bancaire ne joue pas pleinement son rôle de soutien à l'investissement et à la croissance malgré la poursuite en 2001 de la baisse des taux directeurs de Bank Al Maghrib.

Enfin, la situation du marché boursier reste déprimée en dépit des efforts de modernisation entrepris par les pouvoirs publics (renforcement de

l'autorité du CDVM, création de nouveaux compartiments pour les P.M.E. et les entreprises d'infrastructure, développement de nouveaux indices de capitalisation MASI et MADEX...).

Le nouveau système de planification a prévu des instruments de suivi en vue de faire ressortir le degré de réalisation des objectifs. Il a également prévu de rapporter la planification de la prévision budgétaire notamment par le budget économique :

- la loi instituant le Conseil supérieur de la promotion nationale et du Plan a prévu le suivi de la réalisation du plan, l'élaboration d'un rapport annuel assorti de recommandations ;

- l'évaluation relative à la première année du plan a connu un certain retard et une difficulté. Ceci incite à rechercher un renforcement des départements en matière d'organisation du suivi, à revoir les procédures d'élaboration du budget qui restent basées sur des rubriques comptables sans accorder une plus grande importance au suivi en termes de programmes et de projets, d'où la nécessité d'harmoniser les morasses budgétaires et de revoir les nomenclatures en fonction des programmes économiques.

Dans une note de travail, le département de la planification (2002) relève les difficultés de mise en œuvre de la démarche de planification et recommande de remédier rapidement à cet état de fait : mise en place de ressources supplémentaires pour faire face au programme d'investissement inscrit dans le plan ; dispositions nécessaires pour rattraper le retard enregistré et desserrer les contraintes sévères pesant sur le budget de l'Etat.

Pour cela, il est préconisé une plus forte implication des partenaires économiques et sociaux dans la gestion des services publics à caractère social ou d'infrastructures. Cette situation nécessite également que les couches aisées de la population supportent le coût des services dont elles bénéficient.

B. Au niveau du commerce extérieur

Tableau 5
Structure des importations
(en pourcentage)

	1997	1998	1999	2000	2001
Alimentation dont blé	11,3 3,8	11,6 3,8	10,9 3,6	11,6 4,5	12,0
Energie et lubrifiants dont pétrole	13,6 9,2	9,0 5,5	12,3 8,4	17,7 12,0	17,0 11,1
Produits bruts	9,2	7,8	7,0	6,6	6,1
Demi-produits	23,3	3,1	20,6	19,4	21,7
Produits finis d'équipement	20,4	25,0	26,2	20,7	18,5
Produits de consommation	22,4	23,5	23,0	23,4	24,6

Source : Ministère de l'Economie et des Finances, DPEG.

Tableau 6
Structure des exportations (en pourcentage)

	1997	1998	1999	2000	2001*
Alimentation	19,7	20,8	20,2	20,8	18,2
dont :					
– Agrumes	3,5	3,8	3,5	2,6	2,4
– Produit de la mer	9,8	10,3	10,0	12,6	9,7
Energie et lubrifiants	1,3	1,5	2,7	3,8	4,1
Produits bruts	11,7	10,9	10,6	10,4	8,8
Demi-produits	22,7	18,2	18,6	21,4	21,5
Groupe O.C.P.	19,4	18,2	18,1	16,4	16,3
Produits finis d'équipement	6,9	7,7	9,2	6,1	5,6
Produits finis de consommation	37,6	40,9	38,7	37,4	41,7
Produits manufacturés	67,3	66,8	66,5	64,9	68,8

Source : Ministère de l'Economie et des Finances, DPEG.

Tableau 7
Taux de couverture par catégorie

	1997	1998	1999	2000	2001*
Taux de couverture global de la balance commerciale	73,9	69,5	69,5	64,3	64,8
Balance commerciale hors énergie	84,4	75,3	77,1	75,2	72,5
Balance commerciale des produits alimentaires	129,4	124,6	128,7	115,1	95,6
Balance des demi-produits	72,4	54,8	62,8	70,8	62,1
Balance des produits finis d'équipement	25,1	21,3	24,4	18,8	18,8
Balance des produits finis de consommation	124,1	120,9	117,0	102,8	106,2

Source : Ministère de l'Economie et des Finances, DPEG.

L'analyse de la structure du commerce extérieur du Maroc fait ressortir que le rythme annuel de croissance de la valeur des exportations marocaines est passé de 15,5 % en moyenne entre 1980 et 1990 à 8,5 % dans les années quatre-vingt-dix.

Les exportations marocaines demeurent concentrées sur un nombre limité de produits. En 2000, elles sont constituées, à presque 68 %, par les articles de confection et de bonneterie (32 %), les phosphates et dérivés (17 %), les produits de la mer (12,6 %) et les produits finis d'équipement industriel (6 %).

La spécialisation du Maroc est forte dans des secteurs peu dynamiques du commerce mondial : 83 % des exportations nationales proviennent de l'agro-alimentaire, du textile et de la chimie, secteurs qui ne représentent que 24 % des importations mondiales.

L'absence du Maroc sur 75 % du marché mondial est due aussi à la concentration élevée sur un plan régional de nos exportations. Celles-ci sont destinées à plus de 65 % à l'Union européenne qui reste le principal partenaire commercial du Maroc.

Une étude intitulée *Indicateurs de la compétitivité de l'économie marocaine*, rendue publique par la direction de la Politique économique générale, en janvier 2002, analyse le commerce extérieur marocain : le taux d'ouverture passe de 48,8 % en 1990 à 50,7 % en 1997 ; le taux de pénétration passe de 21 % en 1980 à 27 % en 1997, l'effort à l'exportation (exportation/PIB) passe de 14,3 % en 1980 à 22 % en 1997, et le taux de couverture montre une forte dépendance énergétique.

La sensibilité de la croissance aux exportations (l'élasticité du PIB par rapport aux exportations) a baissé dans de nombreux pays entre 1980 et 1990, y compris au Maroc et en Tunisie.

Le poids commercial absolu a connu une stabilité autour de 0,17 % entre 1980 et 1997, comparable à la Tunisie, et la part de marché absolue du Maroc sur le marché européen a connu une progression plus rapide que sur les autres marchés.

La demande étrangère adressée au Maroc a connu une croissance plus rapide hors UE que celle de l'UE et a été plus affectée par la récession économique européenne de 1993 que par la crise financière internationale de 1998.

L'impact indirect du ralentissement de l'économie mondiale en 2001 sur la demande étrangère adressée au Maroc se manifeste par le biais du repli de la croissance de l'UE.

L'évolution de l'indice des termes de l'échange du Maroc fait ressortir une dégradation entre 1980 et 1986, en lien avec le niveau élevé des cours pétroliers durant cette période ainsi qu'une amélioration en 1988 due à la chute des cours pétroliers et à la hausse des prix des produits primaires hors combustibles.

Après une dégradation en 1994, en raison de la forte appréciation des prix des biens d'équipement et des demi-produits importés des pays industrialisés, les termes de l'échange ont enregistré en 1995 une amélioration. Ceci est lié à la progression des indices des valeurs moyennes à l'exportation, notamment ceux des produits alimentaires, des biens de consommation et des produits miniers. (DPEG, 2002.)

A titre de comparaison, si l'on prend le cas de la Tunisie, la part des produits porteurs, caractérisés par un taux de croissance élevé et un commerce mondial favorable, a progressé très sensiblement passant ainsi de 56 % à 68 % entre 1980-1986 et 1987-1993. Parmi les produits dont la demande est en baisse, on trouve le textile-habillement-cuir-chaussure.

Au niveau de la productivité de l'industrie tunisienne, la branche textile-habillement-cuir a réalisé un gain de productivité moyen de 4,9 % par an sur la période 1961-1993 suivie par les industries diverses (4,2 %) et par les industries mécaniques et électroniques avec 3,6 % (Ghorbel, 1999)

Conclusion

Au-delà des chiffres, il apparaît que les principaux indicateurs s'améliorent mais lentement. Le nouveau partenariat public-privé, qui reste à consolider, donne des signes encourageants. Dans un contexte d'ouverture et de mondialisation, l'initiative privée est appelée à relever le défi de la croissance. Le secteur privé devra faire preuve d'un dynamisme et d'une « agressivité » particuliers.

Les obstacles au développement du secteur privé restent connus : lourdeurs administratives (qui seront atténuées par la mise en service des Centres régionaux d'investissement), difficile accès au foncier, manque de personnel qualifié, difficultés d'accès des P.M.E. aux services financiers, etc.

Ce partenariat prend également la forme d'un problème d'allocation de ressources. Quelle part du budget de l'Etat faudra-t-il affecter à l'incitation de l'économie sous forme d'aide fiscale ou sous forme d'aide budgétaire ? Dans une logique d'allocation, comment seront dès lors réparties les autres rubriques ? Cette équation n'a rien d'arithmétique ou de comptable.

Certains experts, y compris au sein de la Banque mondiale, n'ont pas manqué de souligner que la sauvegarde des grands équilibres n'est pas aussi porteuse qu'on pourrait le croire. Au point que bien des analystes jugent que le pays aurait pu prendre quelques distances avec l'orthodoxie et contrôler un dérapage macro-économique (*la Vérité*, avril 2002). Elle fait découvrir un grand volet de la politique économique du pays, à savoir le financement du volet social. Et dans ce domaine, les priorités sont nombreuses compte tenu de la lutte contre l'exclusion érigée en priorité nationale par le Souverain : habitat, sécheresse, scolarisation, alphabétisation, assistance médicale...

Le succès des politiques économiques dépendra à l'avenir de l'équilibre et des synergies entre le secteur public, le secteur privé et le secteur social.

Aujourd'hui, ces secteurs ont des comportements antagonistes. Tout transfert vers un secteur entraîne un appauvrissement des deux autres.

Il est donc urgent de créer une logique de synergie entre ces composantes, faute de quoi l'économie fonctionnera sous forme d'alternances entre l'économique et le social, chaque phase essayant de rapatrier les transferts opérés au cours de la phase précédente, le tout dans un contexte de rigidification économique (dogmatisme de la mondialisation) et de crispation sociale (chômage des diplômés, conflits sociaux atypiques...).

C'est à la définition de cette synergie que devront s'atteler, dans l'avenir, les décideurs publics et les acteurs économiques et sociaux.

Bibliographie indicative

- Abecassis Philippe, Batifoulier Philippe, Zeghani Sylvain (1996), *le Rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale*, Ellipses, éditions Marketing S.A.
- Adda Jacques (2002), « Le retour des politiques keynésiennes », *Alternatives économiques*, février.
- Akalay Omar (1992), « L'entreprise et son banquier », revue *Banque et entreprises*, n° 36.
- Almechatt Abdelaziz (2000), « Pour une nouvelle orientation du système fiscal marocain », *Al Maliya*, Bulletin d'information du ministère de l'Economie et des Finances, « Assises nationales sur la fiscalité au Maroc », n° 24, novembre.
- Azizar Ahmed (2000), *les Groupes marocains et l'attaque des marchés extérieurs*, Actes des journées Portes ouvertes, ISCAE, mai.
- Banque mondiale (1998), *Mise à jour de l'évaluation du secteur privé : le secteur privé, moteur de la croissance économique marocaine*, Rapport n° 17950-MOR.
- Banque mondiale (1993), *Vers le XXI^e siècle : renforcement du secteur privé au Maroc*, rapport n° 11894-MOR, août.
- Ben Othmane Larbi (2000), « Dimension économique de l'Etat de droit », in *Etat de droit et entreprise au Maroc*, Actes du colloque du 9 juin, organisé par IMADE, Casablanca.
- Benayad Mohammed (2000), « Démantèlement tarifaire avec l'Union européenne : les enjeux sectoriels de la déprotection », in *Zone de libre échange : quelle stratégie de survie pour l'industrie marocaine ?* Casablanca.
- Bensouda Nouredine (2000), « Epargne et investissement : neutralité-interventionnisme fiscal », *Al Maliya*, Bulletin d'information du ministère de l'Economie et des Finances, « Assises nationales sur la fiscalité au Maroc », n° 24, novembre.
- Berrada Mohammed Azzedine (1993), *les Techniques de banque et de crédit au Maroc*, Editions SECEA.
- Bouharrou Ahmed (2001), *la Politique publique de l'emploi au Maroc : analyse et évaluation*, Publications de la REMALD, série "Thèmes actuels", n° 27.
- Boutahlil-Bekkali Saâdia (2001), *la Structure financière des entreprises au Maroc*, Publications de la REMALD, collection "Manuels et travaux universitaires".
- Bouvier M. (2000), « Conditions de la légitimité du pouvoir fiscal aujourd'hui », *Al Maliya*, n° 24, novembre.
- CGEM (1999), *Zone de libre échange : quelle stratégie de survie pour l'industrie marocaine ?* Actes du séminaire organisé par la Commission économique et financière de la CGEM et le Centre marocain de conjoncture, Casablanca, 24 février.
- CGEM (1999, 2000), *Rapports économiques*.

- Comité économique et social (2001), *Partenariat euro-méditerranéen : bilan et Perspectives après cinq ans*, Bruxelles, octobre.
- Conseil national du commerce extérieur (1999), *Rapport annuel*, Rabat.
- Deleau M. (1986), *Evaluer les politiques*, Commissariat général du plan, la Documentation française, p. 28.
- DPEG (2001), *L'Impact des événements du 11 septembre sur l'économie marocaine*, Rabat, octobre.
- El Aoufi Nouredine (1990), *la Marocanisation*, éditions Toubkal, Casablanca.
- George Susan (2001), *Remettre l'OMC à sa place*, éditions Mille et une Nuits.
- Guessous Azeddine (2000), « Evaluation de l'impact du démantèlement tarifaire et rôle de l'investissement », in *Zone de libre-échange : quelle stratégie de survie pour l'industrie marocaine ?* Casablanca.
- Ghorbel Abdelfattah (1999), « Nouveaux regards sur le développement au Maghreb » in *Pour une approche alternative de l'analyse du développement*, Casablanca.
- Guellec Dominique et Ralle Pierre (1995), *les Nouvelles théories de la croissance*, La Découverte, coll. "Repères", Paris.
- Iraqi Abdelmajid (1990), « L'audit du secteur public au Maroc », *Revue française d'audit interne*.
- Iraqi Abdelmajid (1995), « Le rôle de l'Etat dans la compétitivité », *la Vie économique*, 22 septembre.
- Iraqi Abdelmajid (1994), « L'évaluation des programmes publics », Conférence de l'Union francophone d'audit interne, Casablanca.
- Kabadi Abid (2000), « Plus de juridique pour moins de judiciaire », in *Etat de droit et entreprise au Maroc*, Actes du colloque du 9 juin 2000 organisé par IMADE, Casablanca.
- L'Expansion (2002), *Croissance 2002 : les prévisions, l'atlas de la croissance, les nouvelles pistes du développement*, janvier.
- Le Duff Robert et Papillon Jean-Claude, *Gestion publique*, Vuibert, Paris, 1988.
- Michalet Charles-Albert (2000), *la Séduction des nations ou comment attirer les investissements*, Economica, Paris.
- Mikou Najib (2001), « Le G7, un gouvernement mondial illégitime, antidémocratique et impopulaire », *l'Economiste*, 11 septembre.
- Ministère de l'Economie et des Finances, DPEG (2001), *Rapport économique et financier accompagnant la loi de finances 2002*, Rabat.
- Ministère de l'Economie sociale, des PME et de l'Artisanat chargé des Affaires générales du Gouvernement (2001), *Programme d'action pour la promotion de la PME*.
- Monnier Eric (1997), *Evaluation de l'action des pouvoirs publics*, Economica, Paris.
- Moulier Boutang Yann (2000), « La compétitivité à l'avenir ? Quelques jalons pour l'entreprise marocaine », *Critique économique*, n° 2.

- Mouline Tawfik (2002), « Le rôle de l'Etat entre les exigences du développement et la sauvegarde des équilibres », colloque *le Maroc du Renouveau*, Association Ribat Al Fath, Rabat, février.
- Nicoche Jean-Paul (1984), *l'Evaluation des politiques publiques*, Economica, Paris.
- Ouali Abderrahman (2000), « Le dilemme "équité/fiscalité" à travers le rapport fiscalité directe/fiscalité indirecte et celui de l'imposition des revenus du capital et revenus salariaux », *Al Maliya*, Ellipses, n° 24, novembre.
- Tahraoui Mhamed (2000), « Impact macro-économique », in *Zone de libre-échange : quelle stratégie de survie pour l'industrie marocaine ?* Casablanca.
- Tazi Alami (1998), Allocution au séminaire *Entreprise et mondialisation*, Actes des journées Portes ouvertes, ISCAE 19-20-21 mai.